

Le PS revient dans l'IS

Le Conseil national du 8 novembre a voté, à la quasi-unanimité, le retour du Parti Socialiste au sein de l'Internationale Socialiste (IS) à l'occasion de son 26^e congrès qui se tiendra du 25 au 27 novembre, à Madrid.

Mais pourquoi revenir dans l'IS, et surtout, pourquoi en partir? «**En 2011 le PS a décidé de suspendre sa participation à l'Internationale Socialiste eu égard au refus de l'exclusion de plusieurs partis dont les valeurs et les comportements n'étaient, de toute évidence, pas ou plus conformes aux valeurs du socialisme, notamment le PSD tunisien de Ben Ali après le Printemps arabe ou le PND égyptien d'Hosny Moubarak**», a rappelé Jean-Marc Germain, secrétaire national à l'International.

Les nombreuses défections intervenues à ce moment-là sont à l'origine d'une scission du mouvement socialiste international et la création d'une seconde organisation, l'alliance des progressistes s'étant, en 2013, en parallèle de forums de coopération comme le forum social des démocrates arabes ou le forum progressiste mondial.

« La place du Parti Socialiste est bien évidemment au sein de l'Internationale Socialiste. »

Alors pourquoi revenir maintenant? «**La donne a changé, le 25 septembre dernier, lorsque Pedro Sanchez a proposé sa candidature à la tête de l'IS avec la volonté de rassembler l'organisation. Cette candidature d'un dirigeant socialiste de premier plan, qui est écouté et respecté partout dans le monde, crée une situation politique nouvelle**», a expliqué le secrétaire national.

La place du Parti Socialiste est bien évidemment au sein de l'Internationale



J-M Germain, secrétaire national à l'International

Socialiste. Elle est l'organisation mondiale des partis socialistes sociaux-démocrates et travaillistes qui est née de la scission de l'internationale ouvrière avec la création d'internationale communiste (Comintern) par Lénine et les Bolcheviks, en mars 1919. Elle prend la forme d'une internationale socialiste ouvrière entre 1923 et 1940 avant de s'exiler à Londres. C'est une organisation importante puisqu'elle a le statut consultatif auprès des nations unies de catégorie 1 qui regroupe les organisations les plus consultées.

Sa ligne idéologique, définie au congrès de Francfort en 1951, correspond totalement à celle du Parti Socialiste. Elle repose sur quatre éléments : démocratie économique, sociale, politique et internationale.

« Les Socialistes cherchent à remplacer le capitalisme par un système dans lequel l'intérêt public prend le dessus sur l'intérêt les projets privés. Alors que le principe directeur du capitalisme est le profit privé, le principe directeur du socialisme est la satisfaction des besoins humains. Le socialisme démocratique vise à libérer les hommes de toute servitude, économique, spirituelle ou politique. »

Le retour du PS au sein de l'IS sera ratifié lors du congrès qui se tiendra à Madrid à la fin du mois de novembre.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 17/11/2022

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

La cravate

Ainsi donc, le seul apport d'Éric Ciotti à la vie législative sera une modification du règlement intérieur de l'Assemblée nationale obligeant les députés à porter une cravate et une veste.

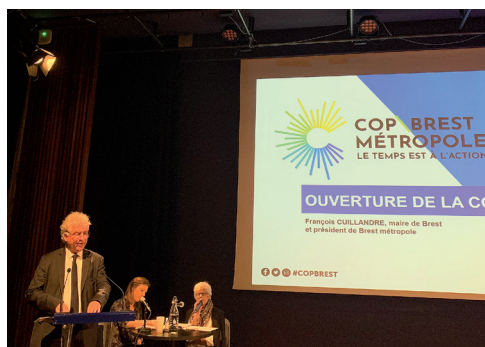
«*La cravate*» est précisément le titre d'un film sorti en 2019, qu'il est toujours bon de revoir. Il raconte le parcours d'un militant du Front National, pour qui, le port de la cravate est synonyme d'ascension dans la hiérarchie du parti. Mais, sans divulguer la fin, l'habit ne fait pas le moine.

Ce n'est pas un hasard si ce sont les élu.e.s du RN qui ont les premiers défendu l'idée de durcir le règlement de l'Assemblée : la question de l'apparence revêt une importance toute particulière pour ceux qui cherchent à tout prix à se notabiliser et à se dédramatiser. Surtout pour ceux qu'on a plus l'habitude de voir en bomber et *Dr Martens*.

Mais ne soyons pas dupes : au RN, symboliquement, les cravates ne servent qu'à couvrir les tatouages mais les idées xénophobes sont toujours présentes.

Brest fait sa COP

Point fort du programme municipal, la COP de Brest métropole s'est ouverte le 7 novembre, dans l'auditorium des Capucins, symbole de la reconversion de friches industrielles, en plein cœur de la ville, pour éviter de consommer du foncier en périphérie. « Pendant deux semaines, 60 événements ont été organisés pour apprendre, pour débattre, pour s'engager et dessiner, ensemble, le futur de notre territoire », a résumé François Cuillandre, en préambule de cette quinzaine consacrée à la lutte contre le réchauffement climatique.



Penser global, agir local

« **L'objectif est de réfléchir ensemble aux défis auxquels nous sommes confrontés et la manière dont nous pouvons y répondre, selon le principe penser global, agir local.** »

« **Je tiens à souligner la dimension sociale et solidaire de nos actions** », a insisté François Cuillandre. « **Nous savons que le changement climatique affectera, en premier lieu, les personnes les plus vulnérables et continuera à creuser les inégalités. Nous savons aussi qu'une transition à marche forcée, qui négligerait les questions sociales, est vouée à l'échec. C'est pourquoi la dimension sociale et solidaire est, à mes yeux, un invariant de nos politiques environnementales.** »

« Penser global, agir local. »

C'est ce principe qui guide l'action de Brest métropole lorsqu'elle fait le choix de desservir, avec le réseau de chaleur, des logements sociaux ou des copropriétés dans les quartiers de Bellevue, Quéliverzan ou Recouvrance. Pour les foyers raccordés c'est l'opportunité de bénéficier d'une énergie locale vertueuse pour l'environnement,

à un prix abordable, déconnectée des fluctuations du marché.

C'est encore ce principe de solidarité qui guide les choix pour financer l'exploitation du réseau de transport en commun et son développement. « **Nous considérons que ceux qui ont les moyens doivent contribuer d'avantage que ceux qui ont des moyens réduits** », a rappelé le président de Brest métropole, précisant que 30% des voyages, en bus, en tramway ou en téléphérique sont effectués à des tarifs solidaires.

Ce principe de solidarité s'exprime aussi avec les territoires voisins du pays de Brest. C'est notamment le cas sur des questions nouvelles, dans le Finistère, d'accès à la ressource en eau. « **Dans un contexte de sécheresse inédit, notre opérateur Eau du Ponant est venu en aide à plusieurs territoires voisins pour sécuriser leur accès à l'eau** », a insisté François Cuillandre.



Un temps d'échanges et de partages

Mais l'impact des actions de la seule métropole est limité. Les réponses doivent être collectives et la bataille doit se mener à tous les niveaux : à celui des États, comme avec la COP 27, au niveau national aussi, car l'État dispose encore de nombreux leviers et enfin au niveau local aussi et c'est tout l'esprit de la COP Brest métropole qui vise à rassembler tous les acteurs du territoire.

Cette COP brestoise a commencé par une table ronde à laquelle participaient Anne Bringault, coordinatrice des programmes du Réseau Action Climat qui regroupe 27 ONG, Andreas Wolter, adjoint au maire de Cologne, président du réseau Climate Alliance et Glen Dissaux, vice-président de Brest métropole en charge du plan climat, de la COP locale et de l'agenda 2030.

Pourquoi organiser une COP alors que la plupart des observateurs

s'accordent à considérer qu'elles n'ont pas permis d'engager les mesures nécessaires pour affronter la transition écologique? Pour Glen Dissaux, « **une COP locale est effectivement un objet un peu étonnant. On voulait avoir un temps fort de mobilisation autour du climat et profiter un peu de la COP internationale en Égypte, de cette grande fenêtre médiatique pour parler très concrètement de ces sujets** ».

« Une transition à marche forcée, qui négligerait les questions sociales, est vouée à l'échec. »

Celle de Brest s'inscrit dans un contexte traumatisant, à la sortie d'un été caniculaire, d'incendies dans les Monts d'Arrée, pendant une crise énergétique avec des problèmes d'approvisionnement et de coût des factures énergétiques. « **On avait eu le nez creux** », souligne le vice-président. « **Cette COP était prévue dans le programme des Municipales et on l'a voulu comme un temps le plus concret possible pour faire écho aux déceptions et à ce que n'ont pas su apporter les grandes COPs internationales de négociation entre les gouvernements.** » On s'est dit qu'on allait d'abord valoriser ce qui se fait de vertueux sur notre territoire parce qu'on ne part pas de zéro ici. On veut s'appuyer sur des politiques engagées depuis longtemps et organiser un temps pour susciter les engagements des uns et des autres.



Dessiner le territoire de demain

« **Cette COP se veut aussi temps de débats et d'échanges, un moment de partage des connaissances. Il y a maintenant un consensus scientifique et une vraie prise de conscience de plus en plus large des enjeux climatiques. Il reste encore à la partager et faire le lien entre le local et le global.** »

Place aux débats

Le 80^e congrès du Parti Socialiste commence par une phase de contributions, thématiques et générales. Jusqu'au 26 novembre, date du Conseil national de synthèses qui déterminera le nombre de textes d'orientation, le débat portera sur les orientations proposées par ces sept textes.



Mélanie Thomin, députée de la 6^e circonscription

Samedi 12 novembre, les représentant.e.s de cinq d'entre eux étaient à Pont-de-Buis pour les expliquer et les défendre : Clarisse Réalé et Lola Prié, pour « Pour Christine et toutes les autres », Sébastien Miossec, pour « Osons ! », Ingrid Berthou et Axel Fachus pour « Le sens du combat », Olivier Galiana pour « Gagner ! » et Patrick Mennucci pour « Refonder, rassembler, gouverner ».

Les contributions « Refondations » et « Ancré à Gauche et unitaire : le nouveau Parti Socialiste » n'étaient pas représentées.

C'est Mélanie Thomin, députée de la 6^e circonscription depuis les Législatives du mois de juin, grâce « à une union sacrée allant de Loïg Chesnais-Girard au NPA », qui a ouvert cette Assemblée Générale.

93 000. C'est par ce chiffre que Lola Prié et Clarisse Réalé ont commencé la présentation de la contribution qu'elles défendent, la première contribution générale féministe de l'histoire du PS. Chaque année, 93 000 viols sont commis en France. « Il est temps que le Parti Socialiste agisse et prenne au sérieux les violences commises à l'encontre des femmes. » Il est temps que le Parti Socialiste intègre, fièrement et sans compromis, la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes. Le féminisme n'a jamais eu vocation à inverser le système de domination en place. Il s'agit, aujourd'hui, d'acter une bonne fois pour toutes une

égalité concrète entre les femmes et les hommes et pour cela nous devons parvenir à l'équité totale.

La présentation de cette contribution a été rythmée par 105 bip. Un toutes les quatre secondes comme le nombre d'agressions sexistes ou sexuelles dont sont victimes les femmes.

Pour Sébastien Miossec, le 80^e congrès intervient dans un contexte de crises violentes, où une partie des citoyens est en colère. Or, le gouvernement ne fait rien, ne tient pas compte des propositions des parlementaires socialistes. La démocratie est fragilisée et le risque d'une victoire de l'Extrême-droite est bien réel, d'où la nécessaire Union de la Gauche, en assumant les désaccords qui persistent, notamment sur la question européenne. Mais un sursaut est possible par la radicalité des mesures proposées, et pas uniquement par celle des postures. Pour cela, Johanna Rolland avance cinq combats pour garantir l'égalité entre les citoyens : dans l'éducation, la santé, la lutte contre les discriminations, la laïcité et la sécurité.

« La question de la place du PS au sein de la Gauche a été au cœur du débat. »

La contribution « Le sens du combat » est portée par une génération qui veut se battre, pour un Parti Socialiste clairement ancré à Gauche depuis les Législatives. Le socialisme est né dans les usines et dans la rue et c'est histoire qu'il faut poursuivre au travers de six combats : construire un éco-socialisme populaire, créer un droit au travail opposable, promouvoir la raison émancipatrice par l'école, bâtir une société égalitaire, refonder les services publics et garantir la paix et la démocratie en Europe.

« Ce congrès est aussi important que celui d'Épinay », a estimé Olivier



Les représentant.e.s des contributions

Galiana pour la contribution « Gagner ! ». Il devra trancher des questions essentielles comme l'affirmation de notre identité socialiste au sein de l'Union de la Gauche : elle est sociale, européenne, écologiste et féministe.



Quelle orientation pour le Parti Socialiste ?

Il devra aussi déterminer comment faire gagner la Gauche en regagnant la confiance des classes populaires, en dialoguant encore plus avec les syndicats, les associations et les ONG, et en étant un élément moteur dans la lutte contre l'Extrême-droite. « **Nous sommes le parti du travail, de l'école, du pluralisme, de la culture et de la décentralisation.** »

La direction du PS a intériorisé la fin du PS, a dénoncé Patrick Mennucci. C'est une stratégie qui vient de loin puisqu'aux dernières Européennes, déjà, la PS n'avait pas la tête de liste. L'accord de la NUPES conduit à l'impasse et n'a pas sauvé le PS qui existe depuis 1905 et qui est toujours là.

La question de la place du PS au sein de la Gauche a été au cœur du débat qui a suivi ces présentations.

Pour Patrick Mennucci, « on peut passer des alliances avec des gens avec qui on n'est pas d'accord, à condition de ne pas les laisser nous gouverner. On doit substituer au cartel électoral NUPES une véritable alliance populaire que nous appelons le front de classe ».

« Je ne pense pas qu'il y avait véritablement une alternative début mai 2022 », a expliqué Sébastien Miossec, qui a renoncé à se présenter dans la 8^e circonscription. « Parce qu'on sentait venir de notre électorat une attente de l'union. Pour autant, il y avait probablement une alternative dans la manière dont on a conclu l'accord. Mais je n'ai aucune amertume personnelle. »

Agenda

26 novembre
Conseil national
de synthèse.

27, 28 et 29 janvier 2023
Congrès national du PS
à Marseille.

Retrouvez-nous sur

 Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1412 - Vendredi 18 novembre 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

La grande manipulation

« Nous vivons actuellement, au Relecq-Kerhuon, probablement la plus grande manipulation de l'histoire politique de notre ville. » Les élu.e.s majoritaires n'y vont pas par quatre chemins pour dénoncer la campagne que mènent leurs opposants à propos du projet de la cantine qui doit voir le jour à l'entrée de la commune, à proximité de la plage du Moulin-Blanc, sur un terrain, coïncé entre une route et l'entrée de la voie express, où était implanté auparavant un abattoir et une poudrerie.

L'affaire a pris une nouvelle tournure suite à l'abattage de quelques arbres sur le site au début du mois de novembre. La brutalité des invectives dépassant les limites du tolérable, le groupe majoritaire a décidé de mettre les points sur les « i » en publiant une mise au point argumentée pour expliquer en quoi les allégations proférées par les opposants sont des mensonges sur son blog (<https://www.unionpourlerelecqkerhuon.com>).

Les adversaires du projet annoncent qu'ils n'auraient pas réalisé ce projet. Mais **« le permis de construire a été accordé en 2018 »,** rappellent les élu.e.s majoritaires. **« Alors, peu importe l'équipe qui aurait pu gagner en 2020, il était trop tard pour faire machine arrière. »**

Les adversaires présentent cette parcelle comme un bien commun sur lequel il y avait des activités de loisirs. **« Cette information aussi est factuellement fausse. Ce terrain était privé, mais demeurait ouvert au public. Ce lieu n'a jamais été un lieu d'activité. »**

Le temps ne fait rien à l'affaire mais les arbres abattus étaient loin d'être centenaires. En effet, précisent les élu.e.s du Relecq-Kerhuon, ce site, jusque dans les années 80, avait une vocation industrielle, avec une poudrerie, puis un abattoir et une usine de surgelés.

C'est d'ailleurs ce passé industriel qui explique que ce terrain devra être dépollué. Et une fois cette opération réalisée, il est prévu de replanter deux fois plus d'arbres, d'essences adaptées à cet environnement.

Une fois rétablies ces vérités, en quoi consiste le projet de la cantine ? En 2015, un premier projet avait été envisagé. Il s'agissait de 85 logements sur cinq étages. La municipalité de l'époque s'y était opposée jugeant qu'il était trop volumineux.

À l'époque, l'équipe municipale a émis le souhait de faire de ce secteur un lieu d'activité avec des restaurants et des commerces. Elle a aussi demandé à ce que ce projet intègre une Maison médicale. Pour parvenir à mener ce projet à bien, la municipalité, menée par Yohann Nédélec, a décidé de devenir provisoirement propriétaire du terrain afin de choisir son futur aménagement.



Une procédure d'appel à candidature a été lancée. Il s'agissait de proposer un projet qui permette à ce site de devenir un carrefour de rencontres, de balades, avec une série de commerces face à la mer.

Ce projet faisait partie du programme de l'équipe municipale en 2008 et 2014. Les électrices et les électeurs ont accordé par deux fois leur confiance. La première fois à 55,46 % et la seconde à 62,34 %.

Depuis 2020, la nouvelle équipe municipale a eu l'occasion de se prononcer sur ce dossier à deux reprises : en 2021 lors de l'achat à BMA et en 2022 lors de la revente de la parcelle. La ville n'est restée propriétaire de ce terrain que pendant huit mois.

Que fallait-il faire ? Conserver ce terrain municipal et consacrer 1,6 million à son rachat ? La mairie ne dispose pas de cette somme.

Certains estiment, maintenant, que ce terrain aurait dû servir à construire des logements sociaux.

« Aucun bailleur social ne peut financièrement se permettre de construire des logements sociaux sur un terrain coûtant 1,6 million d'euros, alourdi par le coût de la dépollution. Là aussi, c'est un fait », rappelle le maire du Relecq-Kerhuon, Laurent Péron.

Pour l'équipe municipale, passée l'émotion compréhensible provoquée par l'abattage des arbres, il est temps de retrouver un peu de sérénité autour de ce projet. **« Espérons que, lorsque les caricatures seront derrière nous, nous saurons toutes et tous profiter d'une entrée de ville réaménagée, dynamique, dont chacun pourra s'approprier l'espace et les lieux »,** concluent les élu.e.s de la majorité municipale dans un souci d'apaisement.